

**Nations unies - Mise en oeuvre de  
l'UNISS - Intervention de la  
représentante permanente adjointe  
de la France auprès des Nations  
unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 20 décembre 2018)

Monsieur le Président,

Je tiens tout d'abord à remercier la Côte d'Ivoire d'avoir fait du Sahel une des priorités de sa présidence du Conseil de sécurité. C'est un choix que la France soutient résolument, tant nous sommes convaincus que les défis auxquels fait face la région du Sahel appellent une réponse ambitieuse et coordonnée de la communauté internationale, dans le cadre des priorités fixées par la stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel.

Je remercie le conseiller spécial du secrétaire général pour le Sahel, M. Ibrahim Thiaw, l'ambassadeur Ion Jinga, président de la Commission de la consolidation de la paix, le Vice-président de la Banque Mondiale pour l'Afrique, M. Hafez Ghanem ainsi que le représentant désigné par l'Alliance Sahel, le directeur général de l'Agence française de développement M. Rémy Rioux, pour leurs présentations. Celles-ci illustrent l'ampleur de la mobilisation internationale en soutien au Sahel qui existe aujourd'hui. Et elles illustrent combien les actions respectives des différents acteurs présents sur place sont complémentaires et coordonnées.

Monsieur le Président,

La France est convaincue que notre engagement collectif en faveur de la stabilisation du Sahel doit nécessairement s'articuler autour d'une action combinée sur les piliers politique, sécuritaire et du développement.

Le pilier politique tout d'abord, car il ne saurait y avoir de stabilisation durable au Sahel sans la pleine mise en oeuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali, qui devient de plus en plus urgente. Le Conseil de sécurité a fixé un cadre robuste pour accompagner les parties maliennes en ce sens, conformément aux termes mêmes de l'accord de paix. Les récentes avancées, notamment le lancement effectif du processus de DDR, sont encourageantes mais doivent être consolidées. Nous pensons que la communauté internationale doit utiliser l'ensemble de ces leviers, notamment d'ici l'échéance de mars fixée par la résolution 2432. Les sanctions adoptées il y a quelques minutes à l'encontre de trois individus faisant obstruction à la mise en oeuvre de l'accord de paix s'inscrivent pleinement dans cette logique. Elles constituent un moment important : la communauté internationale prend des mesures concrètes contre ceux qui cherchent à empêcher la paix, pour continuer à prospérer au détriment des populations. Elles seront complétées par d'autres mesures de ce type à l'avenir, si besoin.

Le pilier sécuritaire ensuite, car il ne saurait y avoir de stabilité au Sahel sans une lutte totale contre les groupes terroristes qui menacent les populations et la stabilité des Etats de la région. Il importe sur ce point de continuer à approfondir le partenariat entre les différentes présences de sécurité déployées au Mali et au Sahel - les armées nationales, la MINUSMA, la force conjointe du G5 Sahel, Barkhane et les missions européennes - qui ont chacune une valeur ajoutée propre et poursuivent tous le même objectif stratégique. Il est également de notre responsabilité de renforcer le soutien multilatéral à la force conjointe du G5 Sahel. Celle-ci constitue en effet une réponse innovante et durable des Etats du G5 contre une menace à la paix et à la sécurité internationales dont les causes et les implications dépassent leur seule sous-région. Comme l'a rappelé le Conseil dans sa déclaration à la presse du 15 novembre, la force conjointe doit poursuivre dès maintenant ses opérations, en s'appuyant sur les financements déjà décaissés, ce qui permettra au Conseil de réexaminer prochainement le soutien international qui lui est octroyé.

Le pilier du développement enfin, car il ne saurait y avoir de stabilité au Sahel sans la création de perspectives durables pour les populations du Sahel, et notamment pour la jeunesse. Il est important que chacun inscrive son action dans le cadre fixé par la stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel, qui a vocation à servir de boussole, afin d'éviter toute dispersion ou duplication des efforts. Nous saluons à cet égard le travail d'actualisation et de redynamisation de cette stratégie conduit ces derniers mois, notamment sous l'impulsion de la Vice-Secrétaire générale. L'Alliance Sahel s'inscrit pleinement dans les lignes directrices fixées par ce cadre commun. Elle est un espace de coordination des grands bailleurs, qui vise à faire parvenir l'aide de manière plus rapide, mieux coordonnée et plus ciblée, aux populations les plus vulnérables, y compris dans les zones traditionnellement difficiles d'accès pour le développement. C'est un effort qui ne peut se faire qu'en étroite coordination avec les pays du Sahel, car une stratégie de développement pensée uniquement dans les capitales du Nord ne pourrait réussir. C'est la raison pour laquelle l'Alliance Sahel a annoncé début décembre à Nouakchott qu'elle apporterait un financement de 1,3Mdseuro au Programme d'investissements prioritaires du G5 Sahel, qui a été pensé et conçu par les experts sahéliens. Sur ces 1,3 milliards, 266 millions concernent des projets à démarrage immédiat, qui se déploient dans les régions les plus vulnérables où la force conjointe a vocation à intervenir.

Monsieur le Président,

Sur chacun de ces points, les Nations unies ont un rôle central à jouer pour garantir la cohérence et l'efficacité de la mobilisation de chacun. Cela passe notamment par une action coordonnée de l'ensemble des acteurs du système onusien, de la prévention à la consolidation de la paix, en passant par le maintien de la paix. La commission de consolidation de la paix a un rôle majeur à jouer pour renforcer cette approche intégrée. Elle peut contribuer à renforcer la coordination entre les différents piliers du système des Nations unies, mais aussi entre l'ONU, la région, les gouvernements et les sociétés du Sahel. Nous souhaitons qu'elle continue à se mobiliser sur la question du Sahel, comme elle l'a notamment fait il y a quelques semaines dans le cadre de sa session annuelle. Je tiens également à saluer l'intervention croissante et particulièrement utile et pertinente du Fonds de consolidation de la paix dans les pays du Sahel.

La France continuera à porter la question de la stabilisation du Sahel au Conseil de sécurité,

sous ses différents aspects. Le lien permanent entre nos efforts sur les plans politique, sécuritaire et du développement est à cet égard essentiel. Vous pouvez compter sur notre détermination à apporter des réponses à la hauteur des défis auxquels fait face cette région. C'est notre responsabilité à tous.

Je vous remercie./.